

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1424 - 5 octobre 1989 - 4,5 F

### D 1424 NICARAGUA: PANORAMA POLITIQUE APRÈS LE SOMMET DE TELA

Les milieux politiques nicaraguayens sont en pleine effervescence à l'occasion de l'accord de paix au sommet de Tela du 7 août 1989 (cf. DIAL D 1421). Sur le plan intérieur, en effet, le gouvernement a passé deux accords politiques, l'un avec dix-sept partis de droite et du centre, l'autre avec quatre partis de gauche. La perspective politique à court et moyen terme est occupée par les élections générales prévues désormais pour le 25 février 1990 (au lieu de 1991). L'accord de Tela ayant sonné le glas définitif de l'opposition armée de la Résistance nicaraguayenne, quelques anciens dirigeants de ce groupe parmi les modérés cherchent à rentrer au Nicaragua. La question indienne est à nouveau soulevée. Le gouvernement a annoncé la libération d'un millier de prisonniers dans le cadre de l'amnistie.

Le panorama politique du pays est présenté dans l'analyse ci-dessous, tirée de la publication *Centroamerica Hoy* de l'université du Costa Rica, n° 26 du 20 août 1989.

Note DIAL

### AVANCÉES DÉCISIVES VERS LES ÉLECTIONS

Après dix-sept mois de suspension des discussions entre l'opposition et le gouvernement, le "dialogue multilatéral" s'est soldé le 4 août par des accords dans le sens d'une détente à l'intérieur sur la base de garanties d'élections justes, libres et démocratiques.

Les accords passés ont pris la forme de deux documents signés par le gouvernement et, respectivement, par quatre partis de gauche et par douze partis de la droite avec cinq du centre.

Le consensus obtenu, considéré a priori par les opposants comme "impossible", a eu pour effet d'inciter les présidents de la République de l'isthme à se mettre d'accord à Tela sur la "démobilisation inconditionnelle des troupes contre-révolutionnaires" installées au Honduras. "Nous sommes capables de dialoguer, de parvenir à des accords sur des avancées concrètes et d'en finir avec la guerre", a déclaré le président Daniel Ortega, qui a souligné la convergence de tous les partis politiques "sur la question de la paix".

Erick Ramírez, du Parti social chrétien (PSC) s'est déclaré satisfait des résultats, bien que restent "en suspens" d'autres problèmes mais, a-t-il ajouté, "60% de nos demandes ont été agréées". L'opposition ne s'est pas présentée unie à la table ronde, si ce n'est l'Union nationale d'opposition (UNO) qui a envoyé une commission de négociation constituée de cinq membres; quant aux autres partis, cinq du centre et quatre de gauche, ils sont venus à titre indépendant.

## Les accords

Le premier accord signé entre le gouvernement et les partis du centre et de la droite porte sur les garanties de la paix à l'intérieur et à l'extérieur, ainsi que sur des élections libres et équilibrées. Les participants aux discussions ont fini par dépasser leurs intérêts particuliers pour trouver un terrain d'entente.

C'est ainsi que le commandant Bayardo Arce a d'abord accusé les opposants de se servir du "révolver du chantage politique" avec le gouvernement. Comme représentant du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), il a rappelé aux autres délégués qu'ils devaient eux aussi prendre des engagements s'ils voulaient que le gouvernement réponde à leurs demandes.

Parmi les concessions faites par les sandinistes, la "refonte" du service militaire obligatoire prévoit qu'"il n'y aura plus de recrutement" entre septembre prochain et février 1990 inclus. Ortega s'est engagé à envoyer à l'Assemblée nationale cinq projets portant réforme de la loi sur les élections et de la loi sur la presse, abrogation de la loi sur la sécurité publique et réforme de la loi sur les fonctions judiciaires de la police.

Les opposants n'ont pas obtenu que soit restructuré le Conseil suprême électoral (CSE) qu'ils jugent "déséquilibré", mais il a été décidé de créer un corps consultatif de sept membres choisis sur une base pluraliste en vue d'un rééquilibrage. Ils n'ont pas non plus obtenu, en matière électorale, que les sandinistes autorisent le fonctionnement d'une chaîne privée de télévision pour la propagande politique; en échange les partis disposeront d'espaces gratuits d'une demi-heure pour cela sur la chaîne nationale.

En matière d'aide économique extérieure au profit des partis politiques, il a été convenu qu'elle serait acceptée "conformément à la législation en vigueur"; il a été demandé aux pays qui "s'intéressent" à la région de s'abstenir d'activités occultes dans le déroulement des élections. Selon la loi, les partis politiques doivent remettre au Conseil suprême électoral quelque 50% des fonds qu'ils reçoivent et qui seront affectés aux frais de campagne électorale, dès que les fonds dépassent 20.000 dollars.

Par ailleurs une modification de la Constitution a été proposée pour les modalités de transfert du pouvoir au parti qui gagnera les élections, modification ramenant la date de janvier 1991 à avril 1990.

Le second accord a été signé entre Ortega et les délégués de gauche du Mouvement d'action populaire marxiste-léniniste (MAP-ML), du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), du Mouvement d'unité révolutionnaire (MUR) ainsi que du Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Les deux parties exigent du gouvernement des Etats-Unis qu'il respecte la souveraineté nationale en interdisant toute activité de l'Agence centrale de renseignement (CIA), et du gouvernement du Honduras qu'il démantèle et démobilise "sans conditions" les forces de la "contra" qui "agressent le Nicaragua".

## Consensus sur les avancées démocratiques

Pour le chef de la mission d'observation de l'Organisation des Etats américains (OEA) Mario González, la signature des deux documents et le consensus obtenu constituent "un signe encourageant" dans la perspective des élections au Nicaragua. González a participé à l'événement comme invité spécial, à l'égal du cardinal Miguel Obando comme président de la Commission nationale de réconciliation, d'observateurs de l'ONU, du corps diplomatique accrédité au Nicaragua, de hauts fonctionnaires de l'Etat et de représentants de diverses organisations internationales. Allen Weinstein,

du Centre pour la démocratie des Etats-Unis, a déclaré que le Nicaragua s'achemine vers "une authentique démocratie", en ajoutant qu'il collaborera avec les autorités électorales pour tout ce qui regarde "des rassemblements libres et honnêtes".

Pour sa part, Clemente Guido du Parti conservateur démocrate (PCD) a dit que les conversations qui se sont déroulées ont représenté "un grand pas en avant" dans la démocratisation de son pays. Elí Altamirano, dirigeant du Parti communiste du Nicaragua (PC du N), a exprimé sa reconnaissance au gouvernement et au FSLN pour "le succès du dialogue" pluripartite, et il a souligné que "nous avons tous fait des efforts identiques" pour parvenir à ces accords.

Les réunions électorales bénéficieront de la présence de délégués spéciaux de l'ONU, de l'OEA et du Parlement européen dont la tâche se déroulera en plusieurs phases jusqu'à la date des élections. La venue d'observateurs a été voulue par le gouvernement, lequel a confirmé la présence de l'ancien président nord-américain Jimmy Carter comme observateur invité, présence également demandée par les membres de l'Union nationale d'opposition (UNO).

La tâche de vérification relèvera de la Commission nationale de réconciliation (CNR) qui exercera une "vigilance éthique", en faisant que les propos tenus lors de la campagne électorale soient "à la hauteur et constructifs" et qu'ils "ne versent pas dans les offenses, les injures et les calomnies". Le cardinal Miguel Obando a déclaré que le concept de "vérification" est vaste, que la CNR ne peut pas exercer une autre vigilance par manque d'argent, mais que "les ressources les plus importantes sont d'ordre moral".

#### Activités après le sommet de Tela

Le 15 août le président Daniel Ortega a annoncé que son gouvernement avait demandé à la Cour internationale de justice de La Haye de différer la plainte déposée auprès d'elle contre le Honduras le 28 juillet 1986 au motif du prêt de son territoire aux "contras".

D'après des sources officielles, des contacts ont également été établis avec les secrétaires généraux de l'ONU et de l'OEA, respectivement Javier Pérez de Cuellar et João Baena Soares, pour la mise en place de la commission chargée de la démobilisation.

Les accords du sommet de Tela, signés le 7 août dernier, ont explicitement reconnu la nécessité de démobiliser, rapatrier ou réinstaller ailleurs les membres de la "contra" établis au Honduras. Ortega a demandé au cardinal Obando la participation de l'Eglise catholique à l'effort de réintégration sociale des rebelles "puisque, en fin de compte, nous sommes tous des frères qui ont été séparés par une guerre imposée et que l'heure est venue de faire une paix totale".

Parallèlement on a appris, de source non officielle, que plusieurs anciens chefs anti-sandinistes avaient demandé l'asile politique aux Etats-Unis, à savoir Israel Galeano, Pastor Meza, Angel Soza, Osorno Coleman, José Rostrán, Luis Angel López et Francisco Delgadillo. Suite à cette information le ministère des affaires étrangères du Nicaragua a demandé au gouvernement nord-américain de "surveiller étroitement" ces "contras" puisque c'est là "un devoir" pour le gouvernement qui concède l'asile politique.

Le ministre Miguel d'Escoto, dans une note adressée au secrétaire d'Etat nord-américain James Baker, lui a rappelé que "les bénéficiaires d'asile politique ne peuvent perpétrer d'actes à l'encontre de mon pays" ni "faire de la propagande systématique dans le sens de l'emploi de la violence contre le Nicaragua". Il lui spécifie également que les anciens chefs contras ne peuvent pas aux Etats-Unis faire

de réunions ou constituer des associations ayant pour objectif d'inciter à l'emploi de la force contre son pays. Pour d'Escoto cette demande d'asile politique est "une procédure totalement étrangère" aux dispositions arrêtées par les accords au sommet signés à Tela.

Quant aux effectifs rebelles cantonnés dans le département hondurien d'El Paraíso, le ministère de la défense du Nicaragua a publié un communiqué affirmant que cette demande des commandants rebelles "les laisse pratiquement sans commandement ni responsables".

Après la réunion des présidents, les "contras" ont été pressés de déposer les armes et de demander l'amnistie, ou alors d'accepter leur démobilisation selon les instructions spéciales arrêtées en ce sens. L'armée offrira toutes garanties de sécurité à ceux qui veulent entrer en contact avec elle; elle leur fera connaître les accords sur la démobilisation. Pour les rebelles qui se trouvent en territoire nicaraguayen et qui voudront se rendre au Honduras, elle leur accordera toutes facilités pour se rendre dans les camps du Honduras.

Pour les sandinistes, la démobilisation des "contras" doit être financée par les Etats-Unis, selon deux procédures d'aide économique à la Commission internationale d'appui et de vérification. La première accorderait le transfert à cette commission des 60,5 millions de dollars approuvés par le Congrès nord-américain à titre d'"aide humanitaire". La seconde utiliserait des fonds au titre de la loi sur l'aide étrangère des Etats-Unis, d'après ce qu'a déclaré le vice-ministre des affaires étrangères Victor Hugo Tinoco.

Les groupes indiens anti-sandinistes de la Côte atlantique installés au Honduras sont en désaccord interne sur leur retour au Nicaragua, ce qui a été confirmé il y a quelques jours par deux de leurs dirigeants qui ont accepté les accords de Tela. Les Indiens de YATAMA (1) exigent de négocier les conditions de leur avenir politique, de leur autonomie car, a déclaré Wiclif Diego, "nous voulons des garanties absolues qu'on ne cherchera pas une nouvelle fois à changer nos coutumes ancestrales". Il a ajouté: "Nous n'allons pas déposer les armes ni nous démobiliser facilement sans avoir auparavant des garanties absolues de la part des sandinistes, et des garanties vérifiées internationalement."

### Grâce, amnistie et élections

En application des accords de Tela, le président Ortega a annoncé la libération de quelque mille paysans détenus sous l'accusation d'appartenance à la "contra", ainsi que celle d'autres prisonniers condamnés pour délits mineurs, ou malades, ou âgés. Le gouvernement a posé comme condition au décret d'amnistie totale, demandé tout particulièrement par les opposants, la démobilisation effective des rebelles installés au Honduras.

D'après le président Ortega, la population pénitentiaire au Nicaragua s'élève à 7.117 internés, dont 5.328 de droit commun, 235 anciens militaires sandinistes coupables de délits divers, 39 anciens gardes somozistes et 1515 personnes impliquées "directement ou indirectement" dans des actions "contre-révolutionnaires".

Parallèlement on a annoncé la mise en formation de 300 personnes en matière de législation électorale, de sorte que chacune d'elle se charge ensuite de l'instruction d'un groupe de quinze citoyens, dont l'ensemble sera appelé à constituer les

---

(1) Nom d'une des nombreuses et changeantes organisations d'Indiens Miskitos opposés au gouvernement sandiniste. Créée en septembre 1987, l'une de ses tendances signait en février 1988 un accord avec Managua. Cf. DIAL D 1280 (NdT).

bureaux électoraux. Conformément aux données officielles, 1.940.000 personnes pourront voter dans les circonscriptions, sur une population totale de 3.500.000. Les autorités estiment à 4000 le nombre des bureaux de vote à installer sur l'ensemble du territoire nicaraguayen, dont 1100 pour la seule capitale.

### Les secteurs de l'opposition se préparent

Certains secteurs continuent de qualifier d'"erreur" la démobilisation des "contras" avant les élections. C'est le cas d'un des candidats à la présidence, Enrique Bolaños, qui a déclaré qu'"il vaudrait mieux pour cela attendre la fin des élections".

Pour sa part le congrès du Parti social-chrétien (PSC) a résolu qu'Erick Ramírez Benavente et Rina Córdova seraient ses candidats à la présidence et à la vice-présidence aux élections de février 1990.

L'UNO, coalition d'opposition, est le lieu de divergences internes concernant les noms de ses candidats, pour raisons idéologiques. D'après des sources non officielles cependant, la liste des candidats mettrait en tête le conservateur Virgilio Godoy, suivi du socialiste Luis Sánchez ou du social-chrétien Mauricio Díaz. Selon ces mêmes sources la candidature de Violeta Barrios et celle d'Enrique Bolaños n'auraient pas le soutien de la majorité de la coalition parce qu'elles représentent la droite. L'UNO a annoncé que, dans un mois, elle présenterait son programme de gouvernement dans le sens d'un "gouvernement civil, républicain, démocratique et représentatif". L'opposition envisage la restructuration de l'armée conformément aux possibilités économiques du pays, le fonctionnement "indépendant" des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, ainsi qu'une "réorientation" de la réforme agraire.

Par ailleurs le directeur de la Résistance nicaraguayenne, Roberto Ferrey, a annoncé son retour pour participer aux élections. Dans une lettre au cardinal Obando y Bravo et au secrétaire général de l'OEA João Baena Soares, Ferrey a affirmé que son retour était "un apport à cette nouvelle forme de lutte électorale".

Pour le financement de la campagne de l'opposition a été créée l'organisation "Voie civique" destinée à "faire prendre conscience" de l'importance du scrutin et à créer un climat de confiance autour des élections. D'après Gilberto Cuadra, l'un de ses dirigeants et en même temps président du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), "nous devons trouver un moyen civilisé" pour garantir les élections. Un autre porte-parole du groupe, Carlos Quiñónez, a déclaré qu'ils demanderaient une aide nationale et internationale pour le fonctionnement de l'organisation; il a démenti l'existence de liens avec des organisations nord-américaines.

Pour leur part des groupes d'exilés nicaraguayens réfugiés à Miami ont lancé une collecte de fonds pour les élections par le biais du "Comité pour la tenue d'élections libres au Nicaragua", dont font partie des hommes d'affaires, des figures politiques et des anciens dirigeants de la Résistance nicaraguayenne. José Antonio Alvarado, porte-parole du groupe, a déclaré qu'il venait de recevoir une lettre de l'UNO exposant "la situation économique critique et les difficultés pour les élections".

De son côté, Pedro Joaquin Chamorro, ancien dirigeant "contra", a présenté à Miami la campagne qui sera menée surtout à San Francisco, Houston et Los Angeles.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)